

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°35 – 2 août 2021.

En bref

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a revu à la hausse son estimation de croissance du PIB pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2021, la faisant passer de 5,2 % lors de

sa dernière estimation (en juillet) à 5,9 % cette semaine. La croissance du PIB est stimulée par la hausse des prix des matières premières exportées et par l'augmentation de la demande globale. La Commission prévoit que la croissance se modérera en 2022, pour atteindre une hausse de 2,9 % du PIB, contre 4,5 % pour le monde entier. La principale contrainte, selon Alicia Bárcena, secrétaire exécutive, est liée au manque d'investissement des gouvernements. En effet, les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes dépensent, en moyenne, 17,6% du PIB dans l'investissement public, soit le ratio le plus faible au monde.

LE CHIFFRE À RETENIR

5,9 %

C'est la nouvelle estimation du taux de croissance de la CEPALC pour la région Amérique latine et Caraïbes en 2021.

BOLIVIE

Le PIB croît de 8,7 % au premier semestre mais reste en-dessous des niveaux de 2019.

Selon les chiffres publiés par le ministère de l'Économie et des Finances, l'économie bolivienne a cru de 8,7% au premier semestre 2021 par rapport aux six premiers mois de l'année 2020. Les secteurs ayant le plus contribué à la croissance sont les mines (+52 %), la construction (+33 %) le transport et stockage (+23 %) et les hydrocarbures (+15 %). Les autorités boliviennes misent sur la campagne de vaccination et les mesures d'atténuation de la crise économique liée au Covid-19 pour conforter la confiance des différents acteurs économiques, notamment via l'investissement public, qui atteint près de 1,8 Md

USD depuis la prise de fonction de la nouvelle administration en novembre 2020. Au premier semestre 2021, le PIB reste cependant inférieur de 5,3 % à ce qu'il valait avant la pandémie. Par ailleurs, la CEPALC estime la croissance bolivienne à 5,1 % cette année, soit 8 points de pourcentage en-dessous de la moyenne régionale.

COLOMBIE

Le président nomme l'ancien ministre des Finances Alberto Carrasquilla vice-directeur de la Banque centrale.



Le Président Ivan Duque a nommé au conseil d'administration de la Banque centrale l'ancien ministre des Finances Alberto Carrasquilla, qui a démissionné en mai dernier suite au mouvement d'opposition déclenché par son projet de réforme fiscale. M. Carrasquilla, qui siégeait auparavant au conseil par le biais de son poste de ministre, remplace Carolina Soto, qui a démissionné vendredi, juste avant que son mari Alejandro Gaviria n'annonce sa candidature à la présidence en 2022. Le conseil d'administration est composé de sept membres, dont le président du conseil et l'actuel ministre des finances José Manuel Restrepo. Les membres du conseil peuvent occuper leur poste pendant 12 ans au maximum.

Le conseil d'administration d'Ecopetrol autorise l'émission d'actions.

Le conseil d'administration d'Ecopetrol a approuvé la possibilité pour le groupe d'émettre des actions pouvant réduire la participation de l'Etat dans l'entreprise jusqu'à un minimum de 80 % (la participation actuelle est de 88,49%) au cours des cinq prochaines années. Le principal objectif de ces émissions sera de financer la stratégie de développement du groupe ainsi que son plan de transition énergétique.

En 2021, 4 ménages sur 10 ont des revenus inférieurs au salaire minimum.

Selon une étude de l'Université de Los Andes, les effets de la pandémie sur les revenus du travail persistent. En effet, près de 42 % des familles perçoivent des revenus inférieurs au salaire minimum en juin cette année, en hausse d'1 point de pourcentage sur un mois et de 7 points de pourcentage par rapport au chiffre pré-

pandémie. Les auteurs du rapport notent que « *la faible reprise de l'emploi formel est inquiétante* » et « *le grand défi de la reprise réside dans la création d'emplois formels et stables* ».

EQUATEUR

Attribution du projet Conolophus au consortium Gran Solar – Total Eren.

Le ministère de l'Energie a annoncé l'attribution du projet Conolophus aux Galapagos au consortium franco-équatorien Gran Solar – Total Eren. Il s'agit de la concession d'un projet mixte (photovoltaïque et batteries) qui permettra de générer 14,8 MW sur les îles Baltra et Santa Cruz. Ce projet, qui nécessite des investissements de l'ordre de 63 MUSD, s'inscrit dans l'initiative « *Zéro combustible aux Galapagos* » dont l'objectif est le remplacement des dérivés du pétrole par la génération électrique. Ce projet éviterait l'émission de 16.400 tonnes annuelles de CO2.

Le Président Lasso s'est entretenu avec son homologue chinois Xi Jin Ping.

Le Président Lasso et le Président Xi Jin Ping se sont entretenus par téléphone cette semaine pour évoquer la possibilité d'un accord commercial entre la Chine et l'Equateur. Au premier semestre 2021, les exportations équatoriennes vers la Chine ont représenté 1,4 Md USD (dont 60 % de crevettes, suivies du cuivre, du pétrole et des bananes) alors que les exportations chinoises vers l'Equateur ont représenté 1,8 Md USD (le premier poste d'exportations étant les voitures, de l'ordre de 6



%). Les deux chefs d'Etat ont par ailleurs évoqué la possibilité de la mise en place d'un projet de production de vaccins chinois en Equateur grâce à un financement chinois.

PEROU

Moody's abaisse la note de crédit du Pérou de A3 à Baa1 avec une perspective « stable ».

Après une dégradation à la fin de l'année 2020 de la perspective de « stable » à « négative », l'agence de notation Moody's vient de dégrader la notation de la dette souveraine péruvienne (ce qu'elle n'avait pas fait depuis 1999) de A3 à Baa1 avec une perspective « stable ». La qualification Baa1, troisième échelon après le grade investissement, indique que le pays est en « capacité de faire face à ses obligations financières, mais connaît des conditions économiques défavorables qui peuvent fragiliser son aptitude à honorer ses paiements ». Moody's justifie la baisse de la notation par l'environnement politique « polarisé et fracturé » des dernières années qui a augmenté le risque politique et affaibli la capacité de prise de décision. L'historique du Pérou en matière de solidité fiscale et macroéconomique lui vaut une perspective « stable ». Le Pérou détient toutefois le meilleur risque de la région après le Chili.

Le pays a présenté son Cadre macro-économique pluriannuel 2022-2025.

Le MEF a publié cette semaine son *marco macroeconomico multianual 2022-2025* (MMM) regroupant les prévisions macroéconomiques et fiscales sur lesquelles se fonde le projet de

budget 2022. Ce document prévoit une croissance du PIB de 10,5 % en 2021 et de 4,1 % en moyenne entre 2023 et 2025, grâce à la hausse de la demande interne soutenue par l'investissement privé non-minier. Le secteur tertiaire – le plus affecté par la crise – retrouverait ses niveaux pré-pandémiques sur cette période. L'objectif principal du MEF est la consolidation fiscale à travers la « réduction graduelle et ordonnée » du déficit budgétaire et de la dette publique, qui malgré leur forte augmentation l'année dernière (respectivement 8,9 % et 34,7 % du PIB), restent parmi les plus bas de la région. Dans cette perspective, le déficit budgétaire devrait atteindre 1 % du PIB en 2025 et la dette publique diminuerait progressivement à partir de 2023. Enfin, les dépenses publiques devraient se situer à 20,3% du PIB en moyenne entre 2023 et 2025, mais resteront "expansionnistes" sur le court terme.

Le gouvernement obtient la confiance du Congrès.

Le-gouvernement dirigé par le Premier ministre (PCM) Guido Bellido a obtenu le vote de confiance du Congrès, par 73 voix « pour » (pour un seuil nécessaire de 66), 50 voix « contre » et aucune abstention. Parmi les mesures mises en avant par le PCM et les ministres lors des échanges avec le Congrès, figurent une plus grande inclusion financière et l'élargissement du rôle de la Banque de la Nation vers celui d'une banque commerciale ; une participation accrue de l'Etat dans le secteur des hydrocarbures ; des incitations à la formalité pour les petits entrepreneurs ; le soutien au secteur agricole au travers de la « seconde réforme agraire », ainsi que des mégaprojets d'irrigation et un apport de 98 MUSD au programme de crédits garantis FAE Agro.



VENEZUELA

Le principal bloc d'opposition présentera des candidats aux élections régionales et locales.

Le principal bloc d'opposition du Venezuela présentera des candidats aux élections régionales et locales de novembre pour la première fois en quatre ans. Le gouvernement et l'opposition se sont brièvement rencontrés en août pour signer un protocole d'accord, qui énumère les points à discuter. Ceux-ci comprenaient les droits politiques, les garanties électorales, la levée des sanctions américaines et européennes, les droits de l'Homme et les politiques économiques. L'équipe du Président Nicolas Maduro cherche à obtenir un allègement des sanctions pour alléger la pression sur l'économie, tandis que l'opposition a abandonné sa demande de démission du Président comme première étape d'une transition du pouvoir. Les négociateurs de M. Guaidó prévoient de rechercher des objectifs plus modestes, notamment la libération de prisonniers politiques, un accord sur l'utilisation des fonds vénézuéliens gelés pour acheter des vaccins contre le coronavirus et des conditions plus équitables pour les élections de novembre.

La production de brut dans la principale ceinture pétrolière de l'Orénoque au Venezuela a chuté de 25% en août.

La production de brut dans la principale ceinture pétrolière de l'Orénoque au Venezuela a chuté de 25% pour atteindre moins de 300.000 barils par jour (bpj) en août en raison d'une pénurie de diluants nécessaires au mélange avec le brut extra-lourd de la région. Le mois dernier, PDVSA

a paradoxalement importé une rare cargaison de 620.000 barils de condensat, un diluant, et a également cherché à utiliser des bruts synthétiques comme charge d'alimentation des raffineries afin de libérer des bruts légers et moyens pour la ceinture de l'Orénoque.

La compagnie pétrolière japonaise Inpex Corp a vendu deux actifs pétrolier et gazier vénézuéliens au groupe Sucre Energy.

Sucre Energy, une société privée d'exploration et de production qui se concentre sur l'amélioration des champs matures en Amérique latine, a acheté la participation de 70 % de la compagnie pétrolière japonaise Inpex dans le partenariat de gaz naturel Gas Guarico avec la compagnie pétrolière d'État PDVSA, ainsi que sa participation de 30 % dans la coentreprise pétrolière Petroguarico. Inpex est la dernière d'une série de grandes compagnies pétrolières à céder des actifs au Venezuela. Ces dernières semaines, la société française TotalEnergies et la société norvégienne Equinor se sont retirées de leur coentreprise Petrocedeno avec PDVSA, en invoquant la forte intensité de carbone du brut extra-lourd du projet. Les deux sociétés ont conservé leurs participations dans des champs gaziers vénézuéliens.

Les graphiques de la semaine :

Bilan épidémiologique de la région au 2 septembre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	491 340	41 433	18.473	1 558	4,01 M	33,9 %	2,7 M	24%
Equateur	502 146	27 967	32 296	1 799	10,7 M	59,8 %	2,14 M	27,5 %
Colombie	4 911 082	95 332	125 016	2 427	23,4 M	45,7 %	14,7 M	29,2 %
Pérou	2 151 010	64 196	198 329	5 919	10,3 M	31,1 %	8,16 M	25,1 %
Venezuela	336 088	11 858	4 039	143	6,01 M	20,9 %	3,34 M	11,7 %
Am. du sud	36 960 389	n.d	1 131 719	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international